



bruno.deshayes55@orange.fr

Contribution de Bruno DESHAYES

Le Monde et le Village

Il est intéressant d'observer l'administration politique des peuples sous l'angle de cercles concentriques dont l'extérieur est le monde, puis l'Europe, la France, tous ses échelons de pouvoir pour terminer par la commune.

Le Monde

En ce qui concerne la planète, il s'y exerce une forme de gouvernance qui essaie d'établir, pour l'ensemble des pays, des règles éthiques visant à maintenir la paix entre les peuples, à ce qu'ils mangent à leur faim, à ce que des dictateurs soient punis après quelques exactions de trop... Il s'agit de l'ONU, l'OCDE, la Cour Pénale Internationale, la Cour Internationale de Justice, le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Internationale de Travail et le GIEC pour sauver la planète de sa propre folie. J'oublie beaucoup d'autres organismes qu'il serait de toutes façons fastidieux de citer.

Autant dire que, pour l'administration mondiale, les intérêts se croisent et se contredisent aussi, on ne veut pas de guerre bien sûr mais le commerce des armes non nucléaires représente plus de 40 milliards de dollars dans le monde. Il faut bien les vendre à ceux qui se font la guerre et même à ceux qui ne la font pas car ils veulent se protéger d'ennemis potentiels.

Ici pas d'électeurs directs, les responsables de certains Pays et les hauts fonctionnaires veillent au bonheur des peuples.

L'Europe

L'Europe et les 28 membres qui la composent, dont 19 pays de la zone Euro (maintenant que la Lituanie a rejoint le groupe le 1er Janvier 2015), est la plus grande organisation internationale proche de nous et de notre quotidien. Les institutions européennes sont le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et la Cour des comptes européenne (Source article 13 du traité sur l'Union Européenne).

Ici la démocratie est représentative, non participative. Les gouvernants de chacun des pays membres mettent en place une administration qui doit normalement nous satisfaire bien que les élus nationaux rejettent leurs responsabilités sur l'UE quand c'est dans leur intérêt. Il faut admettre que la construction de l'Europe a largement contribué à la paix après un XXe siècle particulièrement meurtrier, au décollage économique rapide de plusieurs pays, à structurer une agriculture fortement subventionnée.

Cependant, dans le domaine européen, on évite de demander son avis au peuple. Bien que 3 référendums aient été organisés : 1972, 1992 Maastricht et 2005. Pour ce dernier, la question était « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification établissant une constitution pour l'Europe ? », le non l'a emporté avec 54,68 % des suffrages exprimés, les Pays Bas l'ont rejeté également. Qu'à cela ne tienne, le texte a été reformulé sous le nom de traité de Lisbonne et a été adopté par une révision de la constitution française effectuée par la voie du Congrès réuni le 4 Février 2008 au Château de Versailles et ratifié le 08 Février 2008.

Que dire du Traité de libre échange transatlantique (TAFTA en anglais) dont nos dirigeants considèrent que les électeurs ne sont pas assez avertis pour comprendre de quoi il s'agit. En conséquence, il se négocie à l'abri des considérations et désapprobations populaires.

Bref, en Europe, le pouvoir n'appartient pas aux peuples qui la composent en dépit de l'élection proportionnelle des députés au Parlement de Strasbourg. Les électeurs ne connaissent pas leurs élus ni avant ni après le vote, d'ailleurs la participation est encore plus faible que dans les autres scrutins dont les scores d'abstention sont déjà très bas.

La France

En France, comme dans chacun des pays de la communauté, on demande leurs avis aux citoyens qui ont largement accès aux votes, mais plus beaucoup au moyen de référendums. Les élections présidentielles, législatives dans la foulée, régionales, départementales, sont une belle démonstration de la représentation des électeurs par des responsables politiques de plus en plus professionnalisés. Le pouvoir centralisé est généreux de promesses, trop sans doute, et déçoit rapidement les électeurs qui attendent des miracles : envolée du PIB, disparition des 5 millions de chômeurs, éradication de l'insécurité comme si elle n'était pas liée à l'inactivité d'un trop grand nombre.

Ainsi, on alterne de plus en plus rapidement les partis de gouvernements soigneusement clivés et l'extrême droite y trouve son compte de progression électorale. Les pouvoirs exécutif et législatif font attention car la professionnalisation de la politique les conduit à prudemment tenter de retrouver un prochain mandat. Malheureusement, ils n'ont pas souvent de solutions visibles et même réelles satisfaisantes pour les électeurs.

Régions, Départements et Communes

Lorsqu'on se rapproche de l'épicentre, régions, départements, communes, l'électeur connaît souvent personnellement les élus. La proximité est importante, la PQR (Presse régionale) y participe, les gens ont besoin d'un cadre humain. On peut dire que le monde est un village, au niveau de la communication internet certes, mais pas au niveau physique, il faut du temps pour traverser le monde même par avion.

On connaît sa région quoique... On ne sait plus très bien quels en sont les contours, c'est une décision centralisée à Paris qui a retracé les 22 régions en 13 nouvelles ou identiques, probablement, mais comme l'a écrit Jean Renard la lutte entre barons et marquis dans l'Ouest a eu aussi de l'influence. Pour les départements, on ne sait plus très bien où nous en sommes, il y a peu on parlait d'élections cantonales, mais ça faisait campagne, foire aux bestiaux, nous sommes un peuple moderne, nous devons réformer et redresser la France. On doit d'ailleurs la redresser depuis 50 ans, elle est certainement de travers...

Puis, vient ce qui constitue l'épicentre de ce schéma : la Commune. Ici à Nantes ce n'est pas un village, c'est une métropole de 600 000 habitants, à taille humaine mais qui a l'ambition de devenir une des villes notoires de l'Europe.

Nous connaissons la maire, Johanna Rolland, nous l'appelons peut-être encore Johanna comme Jean-Marc auparavant. A l'échelon régional, départemental mais surtout communal et métropolitain, les élus proposent une démocratie participative. Ils semblent vouloir associer les citoyens aux décisions majeures pour ne pas se retrouver face à un cas épineux comme celui de l'aéroport NDDL.

A ce sujet, je cite ici un extrait de la dernière contribution de Jean-Pierre Branchereau « *La procédure a été respectée mais toutes les analyses sont contestées. Cette absence de confiance dans la parole politique explique, sans pour autant les justifier, les passions et la violence qui ont conduit le débat à l'enlisement* ».

Bien plus ici, à Nantes métropole qu'au niveau du pouvoir central, il y a une certaine recherche de l'association citoyenne au débat public relatif aux décisions qui doivent transformer la ville. Les élus l'ont montré encore lors du Conseil Communautaire du 15 Décembre 2014 dans lequel le Conseil de développement fait l'objet d'une approbation. Le projet « Nantes la Loire et nous » entraîne un grand débat public, mais a-t-on consulté les nantais pour la centralisation de l'hôpital sur l'île de Nantes et le transfert du MIN ?

La démocratie locale est réelle, il subsiste bien ici et là des zones d'ombre, le népotisme existe mais l'être humain n'est pas parfait. Notre assemblée citoyenne doit être vigilante mais optimiste. Ne pensons pas que nous pourrions être une caisse de résonance propre à ratifier moralement toute décision métropolitaine. Nous devons être un moteur entre les aspirations des citoyens et les élus qui gèrent la Métropole nantaise afin que cette cité progresse harmonieusement.